

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE

A/4606
1er décembre 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quinzième session
Point 8 de l'ordre du jour

QUESTION DE HONGRIE

Rapport du Représentant spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie

1. Quatre ans se sont écoulés depuis que les forces armées soviétiques sont entrées à Budapest et ont anéanti l'effort qu'avait fait le peuple hongrois pour libérer son pays d'un régime tyrannique et d'une domination étrangère et y créer la république socialiste indépendante et démocratique qu'il désirait. L'Organisation des Nations Unies s'est trouvée ainsi, sur le continent européen, en présence d'un problème que tous les hommes considèrent comme capital pour la paix et le bien-être de tous les peuples - celui du droit qu'a un petit peuple de se défaire d'une domination étrangère tyrannique pour pouvoir décider librement de sa propre destinée. A une époque où de nombreux peuples qui avaient longtemps subi la domination étrangère se voient accueillis dans la communauté des nations, l'Organisation des Nations Unies a refusé, à juste titre, de se désintéresser de cette violation du droit à l'autodétermination, frappant un peuple qui était fier d'un long passé d'indépendance.

2. A toute une série de sessions, l'Assemblée générale a donc jugé nécessaire d'examiner le problème du recours à la force par l'Union soviétique contre le peuple hongrois en 1956 et des effets que ce recours à la force a eus, depuis lors, sur l'évolution politique de la Hongrie.

3. Pour faciliter l'examen de cette question aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, je rappellerai brièvement la suite des événements et, en particulier, les mesures que l'Organisation a prises en la matière. Le bilan offre un triste contraste avec les succès tangibles que l'Organisation a obtenus en des cas assez analogues où des Membres de l'Organisation se sont conformés loyalement aux

résolutions de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité. Aucun petit Etat ne pourrait jouir de son indépendance en toute sécurité si l'on admettait qu'une grande puissance peut renverser, au moyen d'une intervention armée, le gouvernement d'un autre petit pays et le remplacer par un gouvernement qu'elle patronnerait. Le fait que des années ont passé et que l'Organisation des Nations Unies a été dans l'incapacité de remédier à cette violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte ne saurait avoir pour effet que l'on néglige l'importance fondamentale du problème dont l'Assemblée est saisie.

4. L'insurrection qui a eu lieu à Budapest le 23 octobre 1956 a provoqué la chute du régime communiste dirigé par M. Ernő Gerő, premier Secrétaire du Comité central du parti communiste, son remplacement par un gouvernement dirigé par M. Imre Nagy et la création, dans toute la Hongrie, de conseils révolutionnaires et ouvriers. Les forces soviétiques de Hongrie, qui sont intervenues pour réprimer l'insurrection le 24 octobre, malgré une opposition acharnée des étudiants et des ouvriers d'usines de Budapest, ont commencé à se retirer de la capitale le 30 octobre - jour où le Gouvernement de l'Union soviétique a publié sa déclaration bien connue sur le retrait de ses forces, à laquelle il sera fait d'autres allusions dans le présent rapport. Le Gouvernement Nagy a proclamé son intention de faire suivre à la Hongrie une politique de neutralité et, en fait, des négociations ont commencé pour le retrait des troupes soviétiques. Cependant, tandis que ces négociations se poursuivaient, de nouvelles forces soviétiques ont été envoyées en Hongrie et, sous prétexte d'une invitation qu'elles auraient reçue d'un gouvernement dirigé par M. Janos Kádár et patronné par l'Union soviétique, ont pénétré de nouveau dans Budapest et ont anéanti la résistance hongroise au prix de violents combats du 4 au 11 novembre.

5. Tels sont les faits qui ont amené le Conseil de sécurité, puis l'Assemblée générale, à s'occuper de la question de Hongrie. Le 1er novembre, le Premier Ministre de Hongrie a demandé que la question de la neutralité de la Hongrie soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale^{1/}. Par sa résolution 1004 (ES-II) du 4 novembre 1956, c'est-à-dire à sa deuxième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a condamné l'emploi de forces militaires soviétiques pour

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session extraordinaire d'urgence, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document A/3251.

réprimer les efforts faits par le peuple hongrois pour réaffirmer ses droits et a fait appel au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'il renonce immédiatement à toute attaque armée contre la population hongroise et à toute forme d'intervention. Cinq jours plus tard, comme les combats se poursuivaient en Hongrie, l'Assemblée générale a fait de nouveau appel au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'il retire sans plus tarder ses forces de Hongrie, et elle a déclaré que des élections libres devraient se tenir en Hongrie sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour permettre au peuple hongrois de choisir lui-même la forme de gouvernement qu'il désirait pour son pays (résolution 1005 (ES-II)).

6. Néanmoins, la Hongrie est restée occupée par les troupes soviétiques pendant les deux derniers mois de 1956. Le soir du 22 novembre 1956, sur la foi d'un sauf-conduit, M. Nagy a quitté l'ambassade de Yougoslavie où il avait obtenu asile, pendant l'invasion des troupes soviétiques, le 4 novembre; mais aussitôt qu'il est sorti de l'ambassade, la garantie écrite de sauf-conduit qu'on lui avait donnée pour rentrer chez lui a été violée et une escorte militaire soviétique l'a enlevé en même temps que ses collaborateurs pour les conduire au quartier général soviétique et, de là, vers une destination inconnue.

7. En raison de ces faits et afin que tous les Etats Membres disposent de renseignements aussi complets et exacts que possible sur la situation en Hongrie, l'Assemblée générale a créé, le 2 janvier 1957, un Comité spécial pour la Hongrie, composé des représentants de l'Australie, de Ceylan, du Danemark, de la Tunisie et de l'Uruguay (résolution 1132 (XI)). Après une enquête approfondie, ce comité a présenté, le 12 juin 1957, un rapport complet sur le déroulement de l'intervention armée soviétique en Hongrie et la suppression de l'indépendance politique et des droits de l'homme qui en a résulté^{2/}. Par sa résolution 1133 (XI) du 14 septembre 1957, l'Assemblée générale, après avoir fait sien le rapport du Comité, a fait appel à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et aux autorités hongroises actuelles pour qu'elles mettent fin aux mesures de répression prises contre le peuple hongrois et qu'elles respectent la liberté et l'indépendance politique de la Hongrie et la jouissance par le peuple hongrois des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

^{2/} Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément No 18 (A/3592).

L'Assemblée générale a prié le prince Wan Waithayakon, Président de l'Assemblée générale à sa onzième session, de prendre les mesures qu'il jugerait appropriées pour réaliser les objectifs des Nations Unies à ce sujet.

8. Le 9 décembre 1957, le prince Wan a expliqué que son effort avait été de demander l'application de principes d'humanité dans des questions telles que l'amnistie des criminels politiques, mais que le Ministère des affaires étrangères de Hongrie avait refusé d'engager des négociations à ce sujet^{3/}. Six mois plus tard, dans la nuit du 16 au 17 juin 1958, a été annoncée la nouvelle de l'exécution de M. Imre Nagy et de ses collègues, exécution effectuée en violation des assurances solennelles qu'avaient données les autorités hongroises. A sa treizième session, l'Assemblée générale, qui était saisie d'un rapport spécial du Comité spécial pour la Hongrie^{4/}, a déclaré que l'Organisation des Nations Unies "demeurerait saisie de la situation en Hongrie", puisque le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques méconnaissait les résolutions de l'Assemblée générale (résolution 1312 (XIII) du 12 décembre 1958). L'Assemblée m'a désigné personnellement pour représenter l'Organisation des Nations Unies aux fins de rendre compte aux Etats Membres ou à l'Assemblée générale des faits marquants intéressant l'application des résolutions de l'Assemblée. J'ai soumis à l'Assemblée générale, le 25 novembre 1959, mon rapport sur l'attitude des autorités hongroises^{5/}. Dans une nouvelle résolution (1454 (XIV)) du 9 décembre 1959, l'Assemblée générale a fait appel à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et aux autorités hongroises actuelles pour qu'elles coopèrent avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie, et elle m'a prié de poursuivre mes efforts.

3/ Ibid., douzième session, Annexes, point 63 de l'ordre du jour, document A/3774.

4/ Ibid., treizième session, Annexes, point 69 de l'ordre du jour, document A/3849.

5/ Ibid., quatorzième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/4304.

9. Conformément au mandat que me confiait la résolution de l'Assemblée générale, j'ai estimé nécessaire de faire de nouvelles démarches auprès des autorités hongroises et du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Mes premières démarches auprès des autorités hongroises et du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont relatées dans mon rapport du 25 novembre 1959. Je me permets de rappeler que j'ai fait ma première démarche auprès des autorités hongroises au printemps de 1959, sous forme de conversations officieuses avec le représentant permanent de la Hongrie au Siège des Nations Unies, en espérant que de tels entretiens permettraient peut-être de parvenir à une certaine compréhension mutuelle sans que je me heurte à un refus catégorique de reconnaître aux Nations Unies tout droit de se préoccuper de la question. Mais on m'a fait immédiatement entendre que toute la question relevait de la compétence nationale de la Hongrie et que je ne pourrais être autorisé à me rendre en Hongrie tant que j'aurais la qualité de représentant de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie.

10. Par sa résolution du 9 décembre 1959, l'Assemblée générale m'a expressément chargé d'entreprendre de nouvelles démarches auprès des autorités hongroises. J'ai donc adressé le 1er février 1960 la communication suivante au Ministre des affaires étrangères de Hongrie :

"Monsieur le Ministre,

Par sa résolution 1312 (XIII) du 12 décembre 1958, l'Assemblée générale m'a désigné pour représenter l'Organisation des Nations Unies aux fins de rendre compte aux Etats Membres ou à l'Assemblée générale des faits marquants intéressant l'application des résolutions de l'Assemblée relatives à la Hongrie. A sa dernière session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1454 (XIV) du 9 décembre 1959, a prié le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie de poursuivre ses efforts et elle a fait appel à la Hongrie pour qu'elle coopère avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies.

/...

En exécution de la résolution de l'Assemblée générale, j'ai adressé, le 19 janvier 1960, une lettre au Représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies. Dans cette lettre, tout en notant la thèse des représentants de la Hongrie, selon laquelle les résolutions de l'Assemblée générale portent atteinte à la compétence nationale de la Hongrie, je rappelais que le Président de la délégation hongroise à l'Assemblée avait fait observer, à propos de la résolution dont l'Assemblée était saisie, que 'personne n'a consulté un représentant compétent du Gouvernement hongrois afin de déterminer s'il était possible de résoudre ce problème et... quelle solution serait acceptable'. Dans ma lettre au Représentant permanent j'ajoutais que je continuais à souhaiter vivement me rendre en Hongrie aux fins des résolutions de l'Assemblée générale - intention exprimée pour la première fois dans une communication adressée au Représentant permanent le 14 mai 1959. Dans ma dernière lettre, j'exprimais à nouveau l'espoir que le Gouvernement hongrois jugerait bon de m'accorder les facilités nécessaires pour que je puisse me rendre en Hongrie en application de la résolution de l'Assemblée générale.

Le Représentant permanent a renvoyé ma lettre au Secrétaire général, le 21 janvier 1960, accompagnée d'une note libellée comme suit :

'Je tiens à protester énergiquement, au nom de mon gouvernement, contre toute ingérence dans les affaires intérieures de mon pays, sous quelque forme que ce soit.

Quant à l'auteur de la lettre, le Président de ma délégation à la quatorzième session de l'Assemblée générale a déjà signalé que toutes ses activités, tant celles qui se rattachent au sujet de sa lettre que les autres, allant dans le sens d'une aggravation de la tension internationale et de la guerre froide, il s'était rendu indigne de remplir aucune fonction se rapportant à la Hongrie.'

Etant donné la résolution de l'Assemblée générale, qui fait expressément appel à la Hongrie pour qu'elle coopère avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies, j'espère que le Gouvernement hongrois tiendra à revoir les termes de cette réponse inacceptable en vue d'adopter une attitude plus conforme à la réalisation des objectifs clairement définis de l'Organisation des Nations Unies en la matière.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération."

/...

11. Le même jour, j'ai adressé la lettre suivante au Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

"Monsieur le Ministre,

Par sa résolution 1312 (XIII) du 12 décembre 1958, l'Assemblée générale m'a désigné pour représenter l'Organisation des Nations Unies aux fins de rendre compte aux Etats Membres ou à l'Assemblée générale des faits marquants intéressant l'application des résolutions de l'Assemblée relatives à la Hongrie'. A sa dernière session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1454 (XIV) du 9 décembre 1959, a prié le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie 'de poursuivre ses efforts' et elle a fait appel à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et à la Hongrie pour qu'elles coopèrent avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies.

En exécution de la résolution 1454 (XIV) de l'Assemblée générale, je tiens à porter à votre attention la teneur des lettres que j'ai adressées tout d'abord au représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies et ensuite, lorsque cette communication m'eut été retournée par ses soins, directement au Gouvernement hongrois à Budapest.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération."

12. Je n'ai pas reçu de réponse du Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La lettre adressée au Ministre des affaires étrangères de la Hongrie a été renvoyée au Secrétaire général, accompagnée de la communication du 29 février 1960 reproduite ci-dessous :

"La Mission permanente de la République populaire hongroise auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur d'attirer son attention sur les faits suivants.

Le 1er février 1960, Sir Leslie Munro, en sa qualité de 'Représentant spécial' pour la prétendue question de Hongrie, a envoyé au Ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise une lettre dans laquelle il indiquait qu'en application de la résolution de l'Assemblée générale - considérée comme contraire au droit par le Gouvernement hongrois - il souhaitait entreprendre de nouveaux efforts en vue de s'acquitter de la tâche définie par cette résolution. La Mission permanente de la République populaire hongroise auprès des Nations Unies adresse ci-joint au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la lettre de Sir Leslie Munro, en réaffirmant à ce sujet la position de principe du Gouvernement hongrois qui est déjà connue et qu'il n'y a aucune raison de modifier.

Aux sessions précédentes de l'Assemblée générale, la délégation hongroise a démontré, en se fondant sur la Charte, qu'inscrire la prétendue question de Hongrie à l'ordre du jour et adopter des résolutions à ce sujet constituait une grossière ingérence dans les affaires intérieures de la République populaire hongroise et était contraire à la Charte.

Avoir fait figurer la 'Question de Hongrie' à l'ordre du jour de la quatorzième session de l'Assemblée générale était contraire au droit pour deux raisons. Le Président de la délégation hongroise a exposé à nouveau dans les termes suivants sa position au sujet de cette question au Bureau de l'Assemblée, le 23 novembre 1959 :

'Dans le mandat défini par la résolution 1312 (XIII), il est question uniquement de rendre compte aux Etats Membres ou à l'Assemblée générale. Ce Mandat n'autorise aucunement à proposer d'inscrire des questions spéciales à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. La lettre du 16 novembre 1959 (c'est-à-dire la demande de Sir Leslie Munro) va à l'encontre de cette résolution ... En conséquence, la proposition ne peut être considérée comme valable. D'autre part, la lettre du 20 novembre 1959 (c'est-à-dire la lettre de M. Cabot Lodge) ne fait qu'appuyer cette proposition irrecevable.'

Dans cette même intervention, le Président de la délégation hongroise ajoutait que, d'après l'article 15 du règlement intérieur, une question nouvelle ne peut être proposée au cours d'une session ordinaire que lorsque son importance et son urgence sont établies. Il est tout à fait évident qu'aucune délégation n'était en mesure de donner des raisons justifiant la réinscription de la prétendue question de Hongrie. Malgré cela, la délégation des Etats-Unis et M. Munro réclamaient avec insistance que cette question inexistante fût examinée.

Chacun sait que depuis la création de la République populaire hongroise, le Gouvernement des Etats-Unis n'a épargné aucun effort pour attaquer l'ordre social en Hongrie. Il a participé entre autres à la préparation de la contre-révolution de 1956 et ensuite il s'est empressé de défendre les personnes qui s'étaient rendues coupables d'activités contre-révolutionnaires. Au mépris flagrant du droit international et de ses propres principes juridiques, le Gouvernement des Etats-Unis assure un refuge dans sa légation de Budapest à József Mindszenty, qui est encore sous le coup d'une condamnation. Mindszenty a, à plusieurs reprises, gravement enfreint les lois de la République populaire hongroise et il a commis d'autres crimes au cours de la contre-révolution. Depuis que la contre-révolution a été écrasée, les représentants des Etats-Unis n'ont cessé de formuler des accusations contre le Gouvernement hongrois aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et par tous les moyens de propagande dont ils disposent. Ces accusations sont fondées sur des calomnies

inventées de toutes pièces et diffusées de façon tendancieuse par des organes des Etats-Unis pour permettre à ce pays de venir ensuite se poser en défenseur des 'droits de l'homme' devant les assemblées internationales.

M. Munro, d'autre part, fait tout ce qui est en son pouvoir pour prouver le bien-fondé de ces inventions. Par ses activités aux Nations Unies et par ses agissements répétés en faveur de la guerre froide, en dehors des Nations Unies, il s'est lui-même fermé toute possibilité d'entrer en communication avec le Gouvernement hongrois en quelque qualité ou de quelque façon que ce soit.

La mission permanente de la République populaire hongroise auprès des Nations Unies tient à informer le Secrétaire général que, pour les raisons exposées ci-dessus, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise ne croit pas devoir répondre à la lettre de M. Munro.

D'autre part, la mission permanente de la République populaire hongroise auprès des Nations Unies tient, au nom de son gouvernement, à demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des dispositions de la Charte, d'user de son autorité pour mettre fin à ces tentatives renouvelées d'ingérence qui portent gravement atteinte à la souveraineté de la République populaire hongroise. La cessation de ces tentatives contribuerait de façon positive à une coopération plus harmonieuse entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, que le Gouvernement de la République populaire hongroise juge des plus souhaitable.

La mission permanente de la République populaire hongroise auprès des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les assurances de sa très haute considération."

13. Par courtoisie, je communique le texte intégral de cette réponse à l'Assemblée générale, tout en sachant qu'elle n'apporte rien de nouveau à l'examen de la question. L'Assemblée générale a, à maintes reprises, refusé d'admettre que cette répression exercée par les forces armées d'une puissance étrangère contre un peuple épris de liberté puisse être considérée comme une question de compétence nationale. En outre, les autorités hongroises savent parfaitement que l'insurrection de 1956 a été dirigée contre une oppression intolérable, contre un gouvernement composé d'hommes qui, comme M. Khrouchtchev l'a fait observer au septième congrès du Parti communiste hongrois il y a un an, "se sont mis dans la tête qu'ils étaient infaillibles, que tout leur était permis".

Les faits ressortent clairement du rapport du Comité spécial. Les autorités hongroises n'ont pas fourni de preuves à l'appui de leurs assertions tardives concernant l'aide étrangère donnée à l'insurrection et le caractère prétendument réactionnaire de cette insurrection. La vérité est que l'insurrection a été impitoyablement réprimée par les chars soviétiques; ce fait du moins n'est pas contesté, quels que soient les prétextes fallacieux invoqués pour le justifier. La profusion même de ces justifications témoigne la gêne de ceux qui les invoquent, mais la déclaration la plus simple, et assurément la plus exacte, a été faite par M. Khrouchtchev : l'Etat soviétique est intervenu pour appuyer ses partisans en Hongrie, tout comme la Russie impérialiste des tsars est intervenue en Hongrie, en 1849, pour soutenir la monarchie déclinante des Habsbourg.

14. Le soulèvement a été suivi de peines d'emprisonnement ou de peines capitales prononcées contre ceux qui avaient joué un rôle important dans les protestations contre les iniquités du régime. On sait que, comme les autorités hongroises ne pouvaient utiliser à ces fins répressives la structure administrative normale de la justice en Hongrie, une législation spéciale a été promulguée en 1956-1957, autorisant le jugement des chefs de l'insurrection d'abord par des tribunaux militaires jugeant suivant une procédure sommaire, et un peu plus tard par ce qu'on a appelé des tribunaux populaires, rattachés à la Cour suprême, au tribunal de Budapest, au tribunal du comitat de Pest et à quatre autres tribunaux de comitat spécialement désignés. Ces tribunaux populaires comprennent deux assesseurs qui ne sont pas juristes - quatre dans le cas de la Cour suprême - et sont présidés par un magistrat; les assesseurs, étant nommés par le Présidium de la République populaire, sont choisis à raison de leur orthodoxie politique et non pas de leur formation juridique. Ces pratiques d'exception instituées en 1956-1957 par les autorités hongroises mises en place par les forces armées soviétiques visaient à permettre au régime d'agir avec un minimum d'obstacles juridiques contre ceux qui avaient participé à l'insurrection. Les traits saillants de ces pratiques étaient : l'application de la peine de mort à une vaste catégorie d'infractions vaguement définies; la composition anormale des tribunaux populaires, qui ne donnait aucune garantie d'impartialité judiciaire; le fait que

l'accusé était traduit en justice sans qu'il y eût d'acte d'accusation écrit et sans avoir lui-même connaissance préalable des chefs d'accusation; le refus d'accorder à l'accusé les moyens de préparer sa défense; la possibilité d'appliquer la peine de mort dans les deux heures de la condamnation; et l'application de ces dispositions à des infractions commises avant que la loi en question n'eût été promulguée.

15. En fait, des porte-parole des autorités hongroises se sont félicités à maintes reprises de la sévérité avec laquelle ces procédures anormales leur permettaient d'agir contre ceux qui avaient participé à l'insurrection. Ce sont ces procédures auxquelles l'Assemblée générale a fait allusion dans ses résolutions 1133 (XI) du 14 septembre 1957 et 1312 (XIII) du 12 décembre 1958, lorsqu'elle a fait appel aux autorités hongroises pour qu'elles mettent fin aux mesures de répression prises contre le peuple hongrois et respectent la jouissance par le peuple hongrois des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

16. Inévitablement, la rigueur de ces pratiques répressives exceptionnelles s'est quelque peu atténuée avec le temps. L'annonce de la fin des procès consécutifs à l'insurrection de 1956 a coïncidé avec l'abolition des tribunaux populaires dans certains tribunaux de comitat; toutefois, les tribunaux populaires subsistent à la Cour suprême, au tribunal de Budapest et au tribunal du comitat de Pest. La détention pour raisons de sécurité publique a été abolie le 1er avril 1960 et une loi a prévu que le Camp d'internement pour la sécurité publique serait fermé avant le 30 juin 1960. Cependant, les citoyens hongrois âgés de plus de 16 ans continuent de vivre sous la menace de mesures de répression des troubles politiques; ces mesures comportent une procédure de jugement simplifiée, qu'applique un système judiciaire d'exception fortement centralisé et caractérisé par la toute-puissance du ministère public et la prépondérance des juges politiques.

17. En fait, la portée très limitée des amnisties décrétées par les autorités hongroises montre à quel point celles-ci se sentent peu à même de garantir leur liberté à ceux qui ont protesté contre le régime arbitraire de 1956. Dans mon dernier rapport, j'ai eu l'occasion d'indiquer que les termes mêmes de l'amnistie du 2 avril 1959 montraient que les autorités hongroises se refusent à agir conformément à l'esprit des résolutions de l'Assemblée. Cette amnistie n'a été qu'une amnistie partielle dont ont bénéficié seulement les condamnés à des peines de prison de moins de quatre ans et qui ne s'appliquait nullement à ceux qui avaient été condamnés à ce que l'on appelle le travail correctif. Les exceptions ont été délibérément conçues en termes tels que la plupart de ceux qui ont été condamnés pour leur participation à l'insurrection ont été exclus du bénéfice de l'amnistie. Malheureusement, l'amnistie décrétée le 31 mars 1960 ne témoigne guère non plus de la générosité des autorités hongroises. Elle n'a guère allégé les peines frappant les participants à l'insurrection. Ont été entièrement grâciés ceux qui avaient été condamnés pour crimes de guerre et "crimes contre le peuple" avant le 31 décembre 1952 et qui avaient déjà fait plus de 10 ans de prison. Cette disposition ne concerne en rien ceux qui ont pris part à l'insurrection. Ceux-ci ne peuvent se prévaloir que du paragraphe 1 du décret d'amnistie. Ce paragraphe vise les personnes condamnées pour crimes contre l'Etat commis avant le 1er mai 1957. Encore ne concerne-t-il pas toutes ces personnes, mais seulement celles dont la peine d'emprisonnement ne dépasse pas six ans et à la condition qu'elle ait été prononcée exclusivement pour crime contre l'Etat. Même ceux qui bénéficient de l'amnistie ne sont pas entièrement grâciés mais reçoivent simplement un sursis. Quatre personnalités connues seulement ont bénéficié de cette concession parcimonieuse : l'écrivain Tibor Déry, deux collaborateurs d'Imre Nagy condamnés avec lui en juin 1958 - Ferenc Donath et Ferenc Janosi - et Gyula Varadi, un général de l'armée hongroise.

18. Il est bon de rappeler que ceux qui ont été secrètement jugés pour avoir participé à l'insurrection ont pour la plupart été condamnés à mort, à l'emprisonnement à vie ou pour une période de dix ans. La durée même de leur emprisonnement ne permet pas à ces Hongrois de bénéficier de l'amnistie. La liste de ceux qui ont été remis en liberté est bien courte si on la compare à la liste de ceux que l'on sait avoir été condamnés à plus de six ans de prison et qui, il faut le supposer, sont donc encore détenus. On trouve parmi ceux qui souffrent encore des représailles du régime hongrois des hommes appartenant à toutes les professions : ouvriers, paysans, étudiants, instituteurs, ingénieurs, écrivains et journalistes, professeurs d'université, militaires, juges et avocats. La colère du régime hongrois s'est abattue surtout sur les écrivains hongrois, coupables dans bien des cas d'avoir placé leur souci de la liberté du peuple au-dessus de leur affiliation communiste. On se souviendra que ces hommes ont en général été jugés en secret par des tribunaux dont la composition garantissait un jugement défavorable, contrairement au principe énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et selon lequel toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial. Chacun des rapports présentés à l'Organisation des Nations Unies au sujet de la question de Hongrie a appelé l'attention sur cette caricature de la justice pratiquée par le régime hongrois et sur le sort de ceux qui en sont les victimes.

19. Parmi les personnes dont on sait qu'elles ont été condamnées à l'emprisonnement à vie se trouvent : György Adám, Professeur d'université; Sandor Rác, Président du Conseil des ouvriers du Grand-Budapest, arrêté en décembre 1956

au cours de négociations avec le Gouvernement Kádár; József Gáli, qui, pendant le soulèvement, a édité Igazság (Vérité), le plus lu de tous les journaux révolutionnaires, et qui avait d'abord été condamné à mort mais dont la peine a été commuée en emprisonnement à vie; Sándor Kopácsi, qui, avant le soulèvement, était Chef de la police de Budapest et avait fondé en octobre 1956 avec M. Kádár le Parti socialiste des travailleurs hongrois; et Gyula Obersovsky, éditeur avec József Gáli du journal Igazság. Le nom le plus éminent que l'on relève parmi ceux des personnes condamnées à l'emprisonnement à vie est celui du sociologue István Ribo, qui a été l'un des fondateurs du Parti national paysan et qui était devenu Ministre d'Etat dans le Gouvernement de M. Nagy le 3 novembre 1956. Parmi les érudits et savants, écrivains et journalistes condamnés à des peines de prison allant de six à quinze ans, on peut citer István Eorsi, poète et membre du corps enseignant; György Fazekas, journaliste et reporter de la radiodiffusion; Sandor Fekete, ancien rédacteur chargé de la page culturelle de Szabad Nép; Sándor Harászti, éditeur en chef, pendant le soulèvement, du journal communiste Népszabadság, créé pour remplacer l'organe officiel du parti, Szabad Nép; Ferenc Kunszabo, journaliste; György Litván, professeur et historien; Nichaly Lendvai, écrivain; István Márkus, sociologue; Pal Lőncsei, rédacteur chargé des questions politiques de Szabad Nép; Ferenc Mérei, éminent psychologue; Gábor Tanczos, ancien secrétaire du Club Petöfi; et Sándor Báli, un des dirigeants du Conseil des ouvriers de Budapest. Cette liste ne prétend en rien être complète. Elle illustre toutefois la diversité et la qualité des personnes condamnées en vertu des procédures extraordinaires instituées par le régime hongrois après le soulèvement.

20. En ce qui concerne les procès et les exécutions, je n'ai aucune raison de rien ajouter aux observations que j'ai présentées dans mon rapport à l'Assemblée à sa dernière session, ni de rien en retrancher. Il convient certainement de prendre note du fait que le Ministre de l'intérieur de Hongrie a affirmé au Congrès du Parti le 3 décembre 1959 qu'il n'y avait et qu'il n'y a pas dans les prisons hongroises un seul mineur parmi les personnes condamnées antérieurement ou détenues à titre préventif. Cette déclaration doit toutefois être examinée à la lumière des dispositions de la législation pénale hongroise concernant l'exécution des mineurs. Il ressort des renseignements fournis par la Commission internationale de juristes qu'en vertu de l'article 94 de la Compilation officielle des règles en vigueur du droit pénal, une condamnation à la peine de mort peut être prononcée contre un mineur pour tout acte tendant au renversement du système de gouvernement ou pour toute aide matérielle donnée à un mouvement de cette nature si, au moment où l'acte a été commis, il était âgé de 16 ans. Il reste assez difficile d'évaluer exactement et complètement la situation en la matière, étant donné que non seulement les autorités hongroises refusent de coopérer comme elles y ont été invitées par les résolutions de l'Assemblée générale, mais qu'elles se sont en outre activement efforcées de dissimuler au reste du monde ce qui se passe en Hongrie. Leurs procès politiques ont été secrets pour la plupart et aucun renseignement n'a été donné sur leur déroulement. On sait aussi qu'au cours des mois ayant suivi immédiatement le soulèvement la presse hongroise avait eu accès dans une certaine mesure à des renseignements concernant les procès et leurs résultats, mais que des mesures strictes ont été prises par la suite afin que rien ne soit divulgué à ce sujet dans la presse de Budapest ou de province. La frontière occidentale de la Hongrie est bordée d'une clôture serrée de fils de fer barbelés dont le caractère permanent est montré par le remplacement des poteaux de bois par des poteaux de ciment et des tours de guet en bois par des tours en acier. L'armée soviétique reste stationnée dans le pays, prête à intervenir pour défendre le régime.

21. Il serait aisé de retracer en détail de quelles nombreuses autres manières le cours normal du développement social économique et politique de la Hongrie a été détourné et déformé par des facteurs qui ne correspondent en rien aux aspirations du peuple hongrois, mais qui continuent à refléter la violation de l'indépendance politique hongroise par des forces armées étrangères en 1956. On connaît bien le contraste entre la Hongrie libre, démocratique et socialiste que tendait à réaliser le soulèvement et la structure politique extrêmement artificielle qui a été fondée sur la répression. Le contraste entre l'appui que le régime hongrois actuel a jugé opportun de donner dans une certaine mesure aux objectifs du soulèvement juste après sa constitution en 1956 et les pratiques introduites par le régime lorsqu'il eut resserré son étreinte sur le pays après les premiers temps difficiles de son installation est à peine moins marqué.

22. Aucun aspect de la vie hongroise n'est plus révélateur de cette évolution que l'orientation donnée aux organisations de travailleurs, détournées de leur but initial, fait qui a amené le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à affirmer que "les principes de la liberté syndicale mentionnés dans le préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail et la Déclaration de Philadelphie, et définis par les conventions de liberté syndicale, ne sont pas observés en Hongrie".

23. L'une des principales causes du soulèvement de 1956 était une série de griefs que les travailleurs avaient depuis longtemps en raison des atteintes que portaient à leur liberté syndicale leurs syndicats contrôlés par le parti et en raison de leur situation matérielle telle qu'elle découlait de pratiques visant à accroître la production sans un accroissement correspondant de la rémunération, pratiques comme le système de normes, le système d'accélération de la production, les compétitions entre travailleurs, le salaire aux pièces, etc. A la suite du soulèvement, le pouvoir est passé de la bureaucratie communiste aux conseils d'ouvriers créés dans toute une série de centres de production, usines, mines et entreprises industrielles, qui avaient pour objectif principal d'assurer aux ouvriers la participation à la direction de l'entreprise et de mettre en place des organes chargés de défendre leurs intérêts. Les pratiques si détestées ont été abolies. Ces mesures représentaient la première étape concrète destinée à replacer l'économie hongroise sur une base socialiste mais sans l'appareil de terreur.

24. Depuis le soulèvement, le régime a rétabli progressivement la plupart des éléments du système contre lequel les travailleurs s'étaient révoltés en octobre 1956. Les conseils d'ouvriers, dont le rôle avait été amoindri peu à peu pendant la période qui avait suivi le soulèvement, avaient été dissous en décembre 1957 et remplacés par de prétendus conseils d'usine dont un tiers seulement des membres étaient élus par les travailleurs et où l'éligibilité était très limitée. Le secrétaire de l'organisation du parti et le secrétaire de l'Alliance de la jeunesse communiste de l'usine, ainsi que le directeur de l'usine, siégeaient d'office dans ces conseils. Les syndicats contrôlés par le parti ont rétabli leur contrôle sur les ouvriers, le système du salaire aux pièces a été rétabli en juillet 1957 et les compétitions entre travailleurs ont repris au mois d'août de la même année. Une série de mesures semi-juridiques visant à restreindre la liberté individuelle des travailleurs et leur liberté syndicale ont également été prises. La garde ouvrière, force armée communiste composée de travailleurs fidèles au régime, a été créée en février 1957^{6/}, son objectif déclaré étant de défendre "plus efficacement la République populaire hongroise et le régime de démocratie populaire", et "d'assurer le calme à la population ouvrière et de protéger la production". Les commissions populaires de contrôle ont été rétablies en décembre 1957^{7/} sur l'avis du Conseil national des syndicats pour empêcher les "vols fréquents de biens sociaux et la corruption". Les tribunaux du travail ont été rétablis en 1958 dans les usines employant plus de 300 ouvriers; leur fonction consiste à engager des poursuites contre les ouvriers et employés coupables de petits délits commis dans l'entreprise, d'avoir enfreint la discipline du travail ou les règles de la coexistence socialiste, ou d'avoir endommagé les biens sociaux. Comme les décisions des tribunaux sociaux sont censées exprimer "la volonté publique", les directeurs ne peuvent modifier une décision prise par un tel tribunal que si, à leur avis, elle est contraire à la loi. Enfin, en mars 1960, des organisations de police du travail ont été créées^{8/} dans les entreprises "pour protéger la propriété socialiste ... pour

6/ Décret-Loi No 13, 1957, du Praesidium, Magyar Közlöny No 21, 19 février 1957.

7/ Loi VII/1957 (Magyar Közlöny, No 137, 30 décembre 1957).

8/ Décret No 14/1960 (III 24) du Gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans de Hongrie (Magyar Közlöny, No 24, 24 mars 1960).

maintenir l'ordre et la sécurité", et "pour renforcer la discipline du travail". Seuls des travailleurs ayant un "certificat de bonne conduite" ont qualité pour servir dans ces groupements qui "jouissent des privilèges accordés aux unités normales de la police en vertu du droit pénal".

25. Cet aperçu des mesures politiques qui restreignent la situation du travailleur hongrois est un exemple du système général qui régit la vie de tous les secteurs de la société. Les mêmes pressions sont exercées dans l'agriculture, l'enseignement, le journalisme et la religion, avec une brutalité moins évidente qu'avant 1956 mais dans le même dessein d'imposer inexorablement à ce peuple un mode de vie qui ne reflète pas sa volonté librement exprimée mais qui résulte de la domination exercée par un groupe restreint, installé et appuyé par des forces armées étrangères.

26. Les troupes soviétiques sont restées cantonnées en Hongrie depuis 1956, malgré les demandes réitérées de l'Assemblée générale réclamant leur retrait. Ce simple fait n'est pas contesté. On ne manque pas de renseignements sur leur nombre et leur dispositif, mais ces renseignements n'ont guère d'importance devant le fait même de la présence de ces troupes. Il ne fait non plus aucun doute que le peuple hongrois attend avec la plus grande impatience que ces forces étrangères soient retirées du pays. Les désirs du peuple hongrois sur ce point sont si clairs et si manifestes que M. Kádár s'est senti obligé de donner à plusieurs reprises l'assurance, dans des déclarations qu'il a faites les 4 et 12 novembre 1956, etc., après son installation au pouvoir, que le retrait des forces soviétiques serait l'un de ses premiers objectifs. La déclaration parue le 18 novembre 1956 dans le Nepszabadsag, organe communiste du Gouvernement de M. Kádár, selon laquelle l'indépendance de la Hongrie exigeait qu'aucune troupe étrangère ne fût cantonnée sur le sol hongrois, n'est pas moins vraie aujourd'hui que lorsqu'elle a été faite. Ces troupes sont maintenues en vertu du Pacte de Varsovie et leur statut est réglé par l'Accord soviéto-hongrois du 27 mai 1957, mais ces faits ne donnent aucun motif de prétendre que cette question relève de la juridiction intérieure de la Hongrie; ils conduisent au contraire à la conclusion inverse. A cet égard, il est opportun de rappeler les termes de la Déclaration soviétique du 30 octobre 1956. Cette déclaration avait pour objet de porter remède aux "violations et erreurs" qui avaient eu tendance à ébranler "le principe d'égalité dans les relations entre les pays socialistes". La

Déclaration rappelait que le vingtième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique avait résolument condamné ces violations et erreurs et déclarait que l'Union soviétique aurait le devoir, dans ses relations avec les autres pays socialistes, d'appliquer uniformément le principe léniniste de l'égalité des nations. Elle déclarait que le Gouvernement soviétique était prêt à entamer des négociations avec les autres pays socialistes en vue "d'éliminer toute possibilité, quelle qu'elle soit, de violation des principes de la souveraineté nationale, de l'avantage mutuel et de l'égalité dans les relations économiques". Elle qualifiait d'"urgente" la discussion avec les autres pays socialistes de la question de la prolongation du séjour des conseillers soviétiques dans ces pays. S'agissant en particulier des événements de Hongrie, la Déclaration affirmait "qu'étant donné que la présence continue d'unités militaires soviétiques en Hongrie risque de servir de prétexte à une nouvelle aggravation de la situation, le Gouvernement soviétique a donné l'ordre à son commandement militaire de retirer les unités soviétiques de Budapest dès que le Gouvernement hongrois l'estimera nécessaire". Elle déclarait également que le Gouvernement soviétique entamerait des négociations avec le Gouvernement de la République populaire hongroise sur la question du maintien des troupes soviétiques en territoire hongrois. On se souviendra que les négociations engagées conformément à cette Déclaration près de Budapest ont pris fin brusquement; le général Maleter, qui était le représentant hongrois, et ses collègues ont été arrêtés par les officiers soviétiques; ils ont ensuite été exécutés. Par la suite, l'Accord du 27 mai 1957 relatif au stationnement des troupes soviétiques en Hongrie a été conclu par des autorités hongroises que les forces soviétiques avaient elles-mêmes installées au pouvoir. Lorsque l'Assemblée générale a pris la décision solennelle de réclamer le retrait des troupes soviétiques, il n'était pas déraisonnable de supposer que l'Union des Républiques socialistes soviétiques respecterait fidèlement sa propre Déclaration. La Déclaration du 30 octobre 1956 reste un élément capital du problème et son application par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques constituerait un premier pas vers la normalisation de la situation en présence de laquelle se trouve l'Assemblée.

27. Voici bientôt deux ans que je suis le Représentant spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de Hongrie. Au cours de ces deux ans, j'ai eu

en vue deux objectifs : d'une part, ouvrir la voie, si possible, en vue de l'application des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la Hongrie et, à cette fin, maintenir au premier plan la proposition d'une visite à Budapest que je ferais moi-même en tant que Représentant de l'Organisation des Nations Unies; d'autre part, faire rapport à l'Assemblée générale sur l'évolution de la situation en Hongrie. Dès le début, il était clair que je n'avais guère de chance de réussir en ce qui concerne la première partie de ma tâche, car le Gouvernement de l'Union soviétique et les autorités hongroises ont toujours refusé de coopérer avec les Nations Unies à ce sujet. Le refus qu'opposent les autorités hongroises à toute discussion à Budapest et à tout arrangement permettant d'obtenir des renseignements sur place ne m'a pas empêché de remplir mes obligations envers l'Assemblée au mieux de mes possibilités et ne m'en empêche toujours pas. Si mon rapport doit de nouveau souligner le caractère fondamental du problème, le Gouvernement de l'URSS et les autorités hongroises en sont exclusivement responsables. Comme je l'ai fait remarquer dans mon rapport de l'année dernière, "il n'y a eu de leur part ~~xxxxxx~~ aucune des réactions que l'on est en droit d'attendre d'un Membre de l'Organisation soucieux de servir les buts de l'Organisation et d'agir conformément à ses principes"^{9/}. La simple vérité est que le peuple hongrois est soumis à une domination étrangère, que les troupes d'une puissance étrangère demeurent sur son sol et que, par conséquent, les Hongrois sont privés du droit élémentaire qu'a tout homme de choisir librement ceux par lesquels il désire être dirigé.

^{9/} Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/4304, par. 37.